

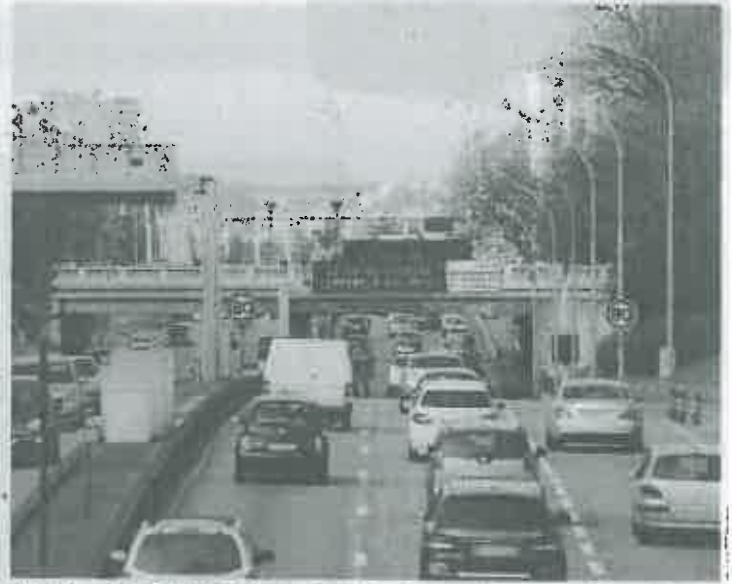
LE DANGER DES LIMITES DE VITESSE

La limitation de vitesse à 70 km/h au lieu de 80 km/h sur le périphérique parisien, qui entre en vigueur aujourd'hui, pourrait être généralisée sur l'ensemble du territoire. Le Conseil national du débat sur la transition énergétique a proposé au gouvernement, en juillet 2013, de ramener la vitesse maximale sur autoroutes de 130 km/h à 120 km/h ou 110 km/h, celle sur les routes de 90 km/h à 80 km/h et celle en ville de 50 km/h à 30 km/h. La justification est double : améliorer la sécurité routière et réduire les émissions de gaz.

Jean Poulit, ancien directeur général de l'Institut géographique national, explique dans un point de vue publié par *La Tribune* pourquoi, même si les intentions sont bonnes, c'est selon lui une très mauvaise idée... économique. «Une telle mesure aurait pour effet d'induire une perte économique annuelle de

39,5 milliards d'euros et de réduire ainsi de près de 2 points notre Produit intérieur brut.» Pourquoi ? Tout simplement parce que de la vitesse moyenne des véhicules dépend la taille de «la zone de chalandise des emplois». Cela signifie qu'une réduction de la vitesse moyenne de 12,5 % a pour effet de réduire de 23,44 % le territoire accessible, à temps de trajet constant. Cela signifie que le marché de l'emploi accessible en une heure baisse de 23,5 %, que les commerces et les équipements commodément accessibles baissent également en nombre de 23,5 %.

Jean Poulit considère en outre que les bénéfices pour l'environnement et la sécurité seraient limités. «Il vaut mieux laisser l'économie s'épanouir et prélever une part modérée de la richesse produite pour, d'une part réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'autre part améliorer la sécurité routière.»



Une baisse de 10 km/h de toutes les limitations menacerait l'économie française.

Road Traffic: the danger of speed-limits

Lowering the speed-limit on the Paris orbital to 70 km/h, instead of 80, which is taking effect from today, may later be extended to the whole of France. The national council on energy transition proposed in July 2013, to the government to cutting the speed limit on motorways from 130 to 120 km/h, and from 90 to 80 on highways and 50 to 30 inside cities. The reasons given are to increase road safety and reduce gas pollution.

Jean Poulit, former director of the national geographic agency, explains that though the intentions may be good, it is a very bad idea ... from an economic viewpoint. "Such a measure would bring about an annual economic loss of 39.5 billion euros and reduce our GDP by 2%." How come? Simply because the average vehicle speed depends on the size of the "job catchment area." This means that "a 12.5% reduction of the average speed would shrink by 23.44% the territory that commuters can reach for the same travel time. This means that the jobs market opportunities and public equipment that can be reached within one hour would be reduced by 23.5%"

Jean Poulit believes that the benefits for the environment and road safety would also be limited. "It is better to let the economy flourish and recoup a small share of the wealth to reduce greenhouse gases and improve road safety."